

LIBERTÉ DE LA PRESSE

La presse est un instrument essentiel de domination de la bourgeoisie. Le mensonge à grand tirage, le bourrage de crâne la servent au même titre que les tribunaux, la police et les bandes fascistes.

C'est pourquoi la bourgeoisie s'attaque à la presse ouvrière révolutionnaire qui combat son régime. Mais en outre dans les périodes de crise aiguë, la bourgeoisie s'attaque à toute presse indépendante : elle va jusqu'à brimer dans certains cas des organes bourgeois ou encore des organes « ouvriers » de collaboration de classe.

Dans l'ombre des complots s'ourdissent avec l'appui ouvert ou tacite du gouvernement. Les premiers coups sont portés contre la liberté d'expression de la presse sous le couvert de la censure. Celle-ci en principe est militaire : en fait, elle canarde tout ce qui lui tombe sous la main. Le « Canard Enchaîné » n'y échappe pas. Plusieurs journaux dont « Libération-soir » ont été suspendus pour ne pas avoir ou avoir mal exécuté ses directives. Pendant ce temps, « La Vérité », organe du Parti Communiste Internationaliste, qui a publié 73 numéros dans la clandestinité, est contrainte à la parution clandestine sous le seul prétexte qu'elle n'admettait pas qu'il faille la collaboration de classe pour lutter contre Hitler. Ces premières atteintes si elles ne provoquent pas de réaction seront le prélude d'attaques plus grandes contre les libertés démocratiques, elles prépareront un étouffement systématique de la voix de la classe ouvrière.

A bas la presse pourrie !

A bas la censure !

Liberté totale de la presse ouvrière : pas de limitation de ses tirages. Réquisition pour elle des stocks de papier ! Expropriation des trusts du papier !

Ainsi apparaît concrètement la contradiction flagrante qui existe entre les seules mesures qui pourraient à l'heure présente sauver les masses travailleuses et la politique suivie par le gouvernement de Gaulle, soutenu par les « socialistes » et les « communistes ». Ceux-ci peuvent toujours essayer de se délimiter, leur duplicité n'en est que plus éclatante. Ainsi apparaît-elle dans l'affaire des Milices.

Toutes les phrases, tous les articles du monde ne peuvent masquer une chose, les chefs des Partis « socialiste » et « communiste français » qui se prétendent des dirigeants ouvriers aident la bourgeoisie dans son offensive contre les travailleurs. Ce que de Gaulle ne pourrait imposer, ils le font, eux, accepter par leurs mensonges. Car la collaboration de classe a une logique. Aujourd'hui plus que jamais, un dilemme se pose : ou se faire le défenseur acharné des masses travailleuses et de leurs luttes, rompre avec la bourgeoisie et ses agents ; ou bien maintenir la coalition avec elle, c'est-à-dire l'aider dans son effort pour le retour à l'« ordre », l'ordre bourgeois, l'ordre antilouvrier.